

TECHNIQUES DE LUTTES



Les cahiers de l'anarchosyndicalisme n°22

CNT-AIT

Ce cahier contient :

Techniques de luttes	p. 4
Des revendications à l'utopie	p. 13
Les anarchistes : ce qu'ils sont, ce qu'ils ne sont pas	p. 21

Techniques de luttes

Ce qui suit consiste à remémorer, faire découvrir ou populariser les techniques de lutte syndicale car dans toute bataille, il faut partir de quelques idées fortes :

☛ Porter à l'adversaire plus de coups qu'il ne peut vous en porter, voire lui porter des coups qu'il ne peut rendre.

☛ Analyser le rapport de force :

- Numériquement, combien nous sommes ;
- L'impact sympathie/rejet de la lutte par les autres salariés, par la population ;
- Les contraintes financières, c'est à dire les moyens en fric pour continuer la luttes.

☛ Éviter l'épuisement des forces, des luttes dures d'emblée peuvent être une faiblesse : le patronat a, dans sa gestion, programmé ce type d'effets sporadiques : production transférable, reprise de production ailleurs, stocks, jaunes, intérim, réserves financières, etc.

☛ Savoir stopper une lutte, éviter le jusqu'au-boutisme quand on n'est pas en situation favorable. Continuer à occuper minoritairement l'entreprise finit par offrir au patron des mécontents manœuvrables contre les grévistes. Les pertes de salaires sont telles que la reprise d'une lutte deviendra difficile. L'éccœurement joue contre la mobilisation.

☛ Prévoir des solutions de replis, de luttes ou de revendications.

☛ Analyser l'histoire, la stratégie, les buts des forces en jeu : Bourgeoisie/salariés (patronat dur ou modéré, salariés plutôt revendicatifs ou pas) Organisation/luttes (si les syndicats sont plutôt mous ou radicaux, si les luttes bénéficient d'expérience autonome, etc.)

LES LUTTES SE DEFINISSENT PAR LES CATEGORIE SALARIALE, LEUR TERRITORIALITE OU ENCORE PAR LEUR CONTENU :

☛ **Catégories salariales** : Luttes des OS, des ouvriers qualifiés, des postiers ou

des infirmières, des IATOSS ou des enseignants etc..., appelées luttes catégorielles. Si la lutte est le fait de toute une entreprise ou établissement et porte sur des revendications pour l'ensemble du personnel, la lutte est inter-catégorielle.

📍 **Territorialité** : Si la lutte a lieu dans un seul établissement, c'est une lutte au niveau du site. Exemples : luttes au CHU de Caen, à Moulinex, Caen.

Une lutte au niveau du groupe se situe sur plusieurs sites mais au sein d'un même groupe. Exemple : luttes au niveau du groupe Renault.

La lutte peut être celle d'un secteur d'activité (branche). Exemples : secteur santé, chimie ou métallurgie. Une lutte peut avoir lieu sur l'ensemble des secteurs d'activité et des sites.

📍 **Contenu** : Le contenu revendicatif de la lutte peut être matériel (salaires, retraites, condition et temps de travail, Sécu ...), politique (retrait d'une loi, critique d'une politique anti-sociale, conquête de nouveaux droits syndicaux, constitution de contre-pouvoirs salariés dans une entreprise ...). Il peut aussi évidemment mélanger les 2 aspects : par exemple, simplification et homogénéisation par le haut d'une grille de qualification dans une branche donnée. Cette revendication matérielle permet également de favoriser l'unification des travailleurs de cette même branche et donc d'ouvrir des perspectives de luttes plus importantes.

Les luttes peuvent aussi être menées tout simplement en solidarité avec d'autres luttes.

LES DIFFERENTS TYPES DE LUTTE :

📍 **La protestation verbale** : c'est le type de lutte le plus simple.

📍 **La pétition** : c'est un écrit dénonçant, réclamant, exprimant un désaveu, un désir. La pétition peut quelque fois influencer, faire obtenir de menus avantages le plus souvent illusoire et démagogiques. Certains syndicats ne faisant ou ne voulant rien faire, ils se dédouanent par une pétition à des fins électorales ou pour avoir bonne conscience

📍 **Le débrayage** : c'est la cessation d'activité pendant une courte durée maximum quelques heures. Le débrayage exprime déjà un mécontentement plus grand, la naissance d'une certaine radicalité. Le débrayage est utilisé comme pression pour des négociations sur des effets à court terme ou des revendications mineures. Exemple : manque de chauffage, problèmes de primes, de salissures ou de casse-croûte

etc.

☛ **La grève perlée** : débrayage d'une partie du personnel puis reprise tandis qu'une autre partie débraye et ainsi de suite. Avantage : perte de salaire minimum par individu tandis que l'établissement est pratiquement paralysé et que l'employeur paie ses salariés devenus peu productifs voire inactifs. L'employeur tentera de faire travailler les non grévistes, l'encadrement, ou les intérimaires. Si cela ne s'avère pas suffisant, il fermera l'entreprise pour un temps, c'est le lock out qui lui évite de verser des salaires à des gens inactifs.

☛ **Le coulage** : freiner la production en étant le moins productif possible.

☛ **La grève du zèle** : application stricte ou excessive des consignes et des règlements entravant le bon fonctionnement de la production.

☛ **La grève limitée** : les salariés cessent le travail pour une durée limitée.

☛ **La grève illimitée** : cessation du travail par les salariés jusqu'à ce que ceux-ci décident de reprendre le travail. Avantage : exprime une certaine radicalité, une participation à la lutte, bloque tout ou partie de la production. Inconvénient : perte de salaire importante pour les grévistes. L'établissement peut continuer à produire avec des intérimaires, des non grévistes. La production peut être réalisée sur un autre site.

☛ **Le piquet de grève** : mise en place de barrages pour empêcher les non grévistes de pénétrer dans l'établissement pour réaliser l'ouvrage. Les conditions matérielles du piquet sont souvent déplorables : pas d'abris, soumis aux intempéries. Une partie des non grévistes arrivent parfois à pénétrer dans l'établissement ou bloqués à l'intérieur ils continuent d'assurer la production.

☛ **La grève avec occupation** : les grévistes investissent le secteur visé, évacuent les non grévistes, détournent à leur profit la logistique : salles de réunions, réfectoires, dortoirs, photocopieuses, téléphones et véhicules.

☛ **La lutte intra muros** : se limite à l'intérieur de l'établissement.

☛ **La lutte extra muros** : aller envahir et occuper tel établissement ou une administration favorable à l'employeur : Direction Départementale du Travail et de Emploi, justice, mairie, local de parti politique, siège d'un journal, Chambre de Commerce et

d'Industrie, quartier résidentiel des cadres ou de l'employeur, entreprise où a été transférée la production.

LA LUTTE DOIT CHERCHER LA COMPLICITE ET LE SOUTIEN DE LA POPULATION, EXPLIQUER LES REVENDICATIONS ET EVITER DE GENER LE PLUS POSSIBLE LES SALARIES ET/OU LES USAGERS.

☛ **La manifestation de ville** : elle fait découvrir le conflit, popularise la lutte, maintient la pression, permet de jauger le rapport de force.

☛ **La manifestation nationale voire internationale** obéit aux mêmes règles que celle de ville mais à une plus grande échelle.

☛ **L'intox** : produire rumeurs, informations en tout genre pour fragiliser l'adversaire.

☛ **Le discrédit** : rendre publiques des critiques sur la qualité des produits ou services de l'établissement.

☛ **Le sabotage** : (voir cahier de l'anarcho-syndicalisme n°15 : "Le sabotage" par Emile Pouget) Cette vieille méthode de lutte est toujours pratiquée bien que non médiatisée. Elle doit être manipulée par des individus conscients des risques ou de l'effet catastrophique à terme de certaines destructions pouvant entraîner la fermeture de l'entreprise. Peut être qu'une graduation doit être introduite pour éviter des problèmes néfastes. Le sabotage est une arme très efficace, peu coûteuse pour les grévistes, très nocive pour l'employeur. Il faut toujours conserver à l'esprit que la lutte doit nuire à l'employeur mais pas aux usagers salariés eux-mêmes, ex : les services publics, les transports, EDF, santé, alimentation, etc.

☛ **La réappropriation** : reprise sous le contrôle des salariés de biens produits par l'entreprise c'est-à-dire par eux-mêmes.

☛ **La vente sauvage** : vente par les grévistes des stocks de l'entreprise pour constituer un trésor de guerre qui les indemniserà.

☛ **La production sauvage** : les grévistes utilisent les machines de l'entreprise pour produire des biens qu'ils vendent directement à la population en en réduisant le prix ce qui satisfera tout le monde et apportera des liquidités aux grévistes.

☛ **Le travail sauvage** : utilisant leurs propres outils les grévistes réparent fabriquent ou rendent des services aux particuliers moyennant finances. Exemples les coiffeurs de Rennes qui, sur une place publique coupèrent les cheveux. L'argent payé pour ce service allait à la caisse de grève. En Australie, les chauffeurs de tramway, pendant une grève mirent les trams en circulation gratuitement pour la population.

☛ **Le boycott** : sur demande des salariés en lutte dans une entreprise, ne pas utiliser ou acheter telle production ou tel service fournis par cette même entreprise. Exemple : le comité de lutte appelle la population à ne pas consommer telle marque de produit tant que les revendications ne sont pas satisfaites.

☛ **La désobéissance civile** : refus d'appliquer, de se soumettre aux lois de l'Etat. Exemple : soutenir et aider des personnes réprimées. Ne pas payer l'impôt, refuser de présenter ses papiers d'identité, de faire l'armée... etc.

☛ **La grève généralisée** : situation de grève touchant tout un secteur ou plusieurs secteurs de production ou bien une région, un pays ou un groupe de pays.

☛ **La grève générale** : grève intercatégorielle, intersectorielle sur un territoire donné région, pays, international. Action consciente et concertée, ce qui la différencie de la grève généralisée. C'est l'arme voulue, souhaitée, défendue par les anarcho-syndicalistes. C'est l'acte ou toute une masse, qu'elle le sache ou non, s'anarcho-syndicalise. En effet, à ce stade, les gens en lutte entendent défier leurs adversaires. Ils ne s'en remettent pas au verdict des urnes, ni au gouvernement qui en est issu, ni aux promesses à venir. Les gens en lutte, s'appuyant sur l'action directe, entendent ici et maintenant faire aboutir leurs revendications. La grève générale marque et exprime l'affrontement de classes clairement. Si elle est massive, le rapport de force est optimum et d'autres choix peuvent apparaître.

☛ **La grève générale insurrectionnelle** : les grévistes, pour diverses raisons, deviennent émeutiers, barricadiers. Partout le peuple en armes se soulève ouvrant la perspective d'une possible expropriation des capitalistes.

☛ **La grève générale expropriatrice** : les grévistes, maîtres de la rue, s'emparent des moyens de production, d'échange, de communication. Les entreprises, le commerce, les administrations sont placés sous le contrôle des comités de luttes. C'est le prélude à un changement social profond d'où, à notre avis, devrait sortir le communisme libertaire.

QUELQUES CONSEILS

Voici donc présentés un certain nombre de techniques de luttes faisant partie de la culture syndicale. Il appartient à chacun d'en juger l'usage. Mais je pense que chaque technique doit correspondre à l'enjeu. Inutile de déployer de gros moyens pour un petit enjeu. Exemple : pour une petite revendication, le débrayage, la grève perlée, le coulage, le zèle sont suffisants.

Si cela s'avérait insuffisant, graduer le passage à des luttes plus radicales. Toujours maintenir la pression, aller crescendo car partir fort puis revenir en arrière marque une faiblesse que l'adversaire sait analyser et travailler.

Se méfier des faux radicaux, analyser si ceux qui propagent le radicalisme sont sincères, même s'ils ont raison ou tort sur le moment. Ceux qui poussent à un conflit dur non adapté, tentent soit de jouer dur pour coller avec les grévistes afin d'obtenir leur confiance et, par la suite, tuer la lutte, ou bien, sachant que l'échec est assuré, veulent capitaliser en terme d'élection la sympathie obtenue. S'ils sont de mèche avec l'adversaire, ils feront éclater un conflit dur aboutissant à un échec qui pèsera lourd quand une attaque du patron (restructuration, licenciements, etc.) sera à l'ordre du jour car les pertes de salaire subies ne permettront pas aux travailleurs de redémarrer un conflit.

Analyser les rapports de force. Exemple : la proximité d'élections syndicales ou politiques qui poussent les pouvoirs publics à éviter des conflits,

Analyser le niveau de mécontentement de l'opinion publique ou encore la situation financière et économique des établissements où les grévistes veulent agir.

Examiner l'état des stocks, s'ils sont importants, l'employeur pourra continuer à vendre ses produits et, parallèlement, baisser sa masse salariale (salaires versés) pour des raisons de grève. En revanche, des stocks faibles ou périssables le gênent beaucoup. Attention à l'annualisation du temps de travail (flexibilité) qui l'avantage suivant la loi d'annualisation, l'employeur peut faire faire plus d'heures de travail que la durée légale hebdomadaire et, de fait, reproduire plus rapidement ses stocks et honorer les commandes en retard suite au conflit (voir le cahier de l'anarcho-syndicalisme n°5 : "Réflexion sur le chômage").

Examiner l'état des commandes, l'importance des réserves financières, les possibilités de transfert de production sur un autre site. On peut préparer le terrain d'une lutte en utilisant, combinés ou pas, la grève perlée, le zèle, le coulage, le sabotage, l'absentéisme pour réduire la production.

Éviter la répression en faisant en sorte que les grévistes ne soient pas identifiés, que l'adversaire ignore le plus possible qui est qui et qui fait quoi. Occulter si

possible le nombre de personnes en conflit, les dates et lieux de leurs réunions. Décider au tout dernier moment des actions pour éviter les divulgations.

Opter pour un comité de lutte plus large que les seules sections syndicales. Le comité de grève, lieu unitaire, doit être géré par l'assemblée générale des grévistes.

Multiplier les commissions : médias, bouffe, propagande, finance, production sauvage, travail sauvage. Cela oblige l'adversaire à multiplier l'intervention de jaunes contre les grévistes.

Appliquer la démocratie directe des assemblées générales souveraines pour éviter qu'un petit groupe s'empare de la lutte à des fins autres que celles décidées par l'A.G.

Inutile d'envoyer des personnes discuter avec le patron, le directeur, le conseil d'administration. Inutile d'envoyer les délégués du personnel et autres personnes soi-disant spécialistes de la négociation. Elles ne servent à rien sinon à vous faire croire à leur utilité ou vous obliger à la délégation de pouvoir et vous persuader de la nécessité des syndicats réformistes. La bourgeoisie sait utiliser et utilise des outils pour analyser un malaise. Ex : que la production ralentisse ou que la mauvaise qualité de l'ouvrage, l'absentéisme ou le sabotage augmentent, elle conclura très vite que les salariés sont mécontents même si elle le nie ou le cache. Qu'une grève éclate ne nécessite en rien que les soi-disant représentants élus des salariés se précipitent devant la direction pour le lui dire, elle le sait, elle sait même ce qu'elle proposera aux grévistes. Le délégué du personnel ne sert à rien.

Envoyez à la presse, à la population ou à l'employeur par courrier signé du comité de lutte vos revendications.

Si l'employeur veut négocier ou proposer ou satisfaire les revendications, qu'il fasse connaître ses propositions par la presse, par voie d'affichage ou prise de parole devant les salariés. Le comité répondra par écrit. Inutile d'envoyer des délégués négocier, ils risquent fort de se contenter de miettes ou de défendre leurs idées plutôt que les vôtres surtout s'il s'agit d'élus des syndicats réformistes.

Obligez l'adversaire à signer un accord de non répression suite au conflit. Le contraindre au paiement des jours de grève. Il faut tenter de minimiser les incidences financières du conflit pour les salariés, de cette façon, si le patron tente de contre-attaquer, les salariés, non affaiblis, pourront déclencher un nouveau conflit.

Dans cette logique, faites des collectes, des concerts, des fêtes de soutien financier. Agissez sur les mairies, les aides sociales, les caisses de secours (Sécu, ASSEDIC, Comités d'Entreprise, etc.) pour trouver du fric.

LEGALISME - ILLEGALISME

Il faut user le plus possible de la légalité et éviter ainsi des problèmes de répression éventuelle. Mais nous devons constater que la légalité s'accommode mal de nos intérêts. Très vite, pour satisfaire leurs objectifs, les travailleurs doivent agir illégalement : piquets de grève, occupations, production sauvage. Mais nous devons en analyser froidement les avantages et les répercussions. Vous découvrirez très vite que la loi légitimée par l'État n'est pas neutre et sert l'intérêt de la bourgeoisie.

Partant de l'idée de Bakounine "Le droit n'est que le fait illustré par la force", deviendra légal ce que nous imposerons.

VIOLENCE - NON VIOLENCE

A l'occasion ce n'est pas forcément l'une ou l'autre, ça peut être les deux un conflit plutôt pacifique avec des poussées violentes et vice versa.

Tantôt un conflit non violent et déterminé peut être efficace, tantôt ce sera le contraire. Une bonne manifestation massive et sage peut être efficace mais une manifestation violente peut l'être tout autant. C'est une question de contexte et de choix des gens en lutte.

Toutefois, se méfier de la violence et de qui la provoque (si ce sont les grévistes ou les adversaires).

Les anarcho-syndicalistes sont partisans d'un monde sans violence, sans armes tel est leur but.

Hélas, nous constatons que la résistance agressive active des salariés est légitime face à la violence de la bourgeoisie : exploitations, licenciements, guerres, prisons, pollutions.. .etc.

S'ORGANISER

Nous devons aussi penser le mode d'organisation adéquat pour lutter. Le syndicalisme actuel de gauche défend-t-il réellement les intérêts des travailleurs ou quels autres intérêts ? Est-il adapté à la lutte, la défend-t-il, n'introduit-il pas des modes de concertation, de médiation favorables à la bourgeoisie ? Pacifie-t-il ? Faut-il radicaliser ? Les protections juridiques des élus sont-elles efficaces ? Les élus syndicaux sont-ils bien protégés ?

Apparemment, vu les milliers d'entre eux qui ont été licenciés, non. De fait, élu ou pas, protégé ou pas, participer à des actions illégales vous expose aux licenciements. Donc les protections dans ce cadre ne servent à rien.

Pire, essayer de se protéger par les moyens légaux conduit les adeptes de ces pratiques à respecter la loi favorable aux patrons, à ne pas participer aux luttes sor-

tant du cadre légal donc à défendre la légalité bourgeoise et à être contre-révolutionnaire.

Jouer le double langage, légaliste en façade et illégaliste dans les faits, n'est souvent pas tenable car les élus syndicaux ou politiques, consciemment ou inconsciemment, sont obligés de défendre le cadre légal donc de le renforcer et de taire leurs critiques pour obtenir les protections légales dues à leur mandat. Surtout que, par la suite, le cadre légal offrant des avantages à l'individu, il devient difficile de le rejeter (voir cahier de l'anarcho-syndicalisme n°10, "A propos des institutions représentatives du personnel").

Et puis, n'ayez crainte, si la lutte menace la bourgeoisie, celle-ci saura faire fi des lois et renverra les élus de toute sorte méditer sur le droit.

Un militant anarcho-syndicaliste

Des revendications à l'utopie

Les revendications immédiates, c'est-à-dire celles qui visent à l'amélioration des conditions de vie individuelles ou de certaines couches sociales, et cela dans le cadre capitaliste, apparaissent parfois comme contradictoires avec l'idée de révolution.

Première contradiction : négocier avec l'État et le patronat de meilleurs avantages, consiste à négocier le taux d'exploitation. Cela ne participe pas à détruire la cause du couple oppression-exploitation, c'est-à-dire le couple Etat-patronat. Négocier son taux d'exploitation, c'est soi-même autoriser la bourgeoisie à exploiter. C'est légitimer son oppresseur que de négocier avec lui la forme et le niveau de son oppression.

Deuxième contradiction : les revendications immédiates sont intégrables par le capitalisme. En restant dans la logique du capitalisme et par contre coup dans les possibilités qu'il offre avec un peu de soi-disant "réalisme et pragmatisme". on saura très vite ramener des revendications à un niveau acceptable et là encore "réaliste et pragmatique". "Ne nous conduisons pas comme les extrémistes démagos !!!" n'arrêtent pas de nous répéter les bons syndicalistes respectables et responsables. Réalisme et pragmatisme (Que de renoncements on a cherché et réussi à nous faire accepter derrière ces deux mots à l'apparence si propre) doivent faire leurs œuvres, conserver les revendications dans les limites possibles des contraintes de l'économie capitaliste. A savoir limiter les coûts salariaux pour que les productions soient compétitives sur le marché, maintenir des équilibres budgétaires afin de diminuer la pression fiscale, surveiller la balance des paiements, etc.

Troisième contradiction : les revendications immédiates peuvent sauver le capitalisme et sa bourgeoisie lorsque les dynamiques de lutte rentrent dans une phase critique. En effet, l'agitation va obliger le patronat et l'État à lâcher de la monnaie. Celle-ci équivaut à faire des achats donc à augmenter le pouvoir d'achat des ménages. Les dépenses des ménages vont stimuler la croissance qui pendant un à deux ans laissera croire à une embellie de l'économie.

La satisfaction de certaines revendications, puisque l'État et le patronat peuvent satisfaire les gens en lutte, ramènera la paix sociale sauvant politiquement le capitalisme. En lâchant quelques miettes aux gens en lutte, la bourgeoisie espère sauver

l'essentiel, sachant qu'elle pourra reprendre petit à petit ce qu'elle aura lâché.

Le plus bel exemple récent, c'est Mai 1968 où le patronat et l'État, relayés par les valets du syndicalisme réformiste se sont empressés de juguler l'action et la démocratie directe, la grève générale, la crise politique qui menaçaient le capitalisme, en octroyant des avantages jamais égalés, les fameux "Accords de Grenelle". Accords réduits à ce jour comme "peau de chagrin", car le calme revenu, la bourgeoisie sait reprendre ses affaires. Un peu d'inflation, augmentation des impôts, de la productivité (Cadence, horaires, automatisation, nouvelles organisations de la production). Des restrictions salariales les années suivantes (salaires, prestations sociales, retraites, etc.) rognent les avantages acquis. Profitant du calme et de la passivité, le patronat purgera ses entreprises des militants révolutionnaires, et renforcera l'emprise du syndicalisme réformiste plus "réaliste" et "consensuel".

Pourtant nous devons défendre, incorporer et agir avec la dynamique des revendications immédiates. **La lutte revendicative peut être évolutive.** On démarre sur du revendicatif mais on ne sait pas où cela va aboutir. Cela commence et peut évoluer ainsi :

Nous sommes dans une situation atone, peu de luttes, l'expérience et l'histoire du mouvement ouvrier ne sont plus transmises à de nombreux salariés. Politiquement, partis et syndicats n'entretiennent que méfiance. On ne croit pas à un changement profond, pire, il n'est pas dans la conscience de chacun d'hypothèses autres que la société présente. La norme comportementale admise et qui est défendue est celle de la classe dominante : l'individualisme est de règle, marqué par la désyndicalisation, la dépolitisation et un consensus social.

Mais voilà, l'oppression sous toutes ses formes gagne du terrain. Les difficultés s'entassent, les possibilités de faire son trou disparaissent, comme celles d'accéder aux échelons supérieurs de l'échelle sociale. La lutte pour la survie se généralise, le sentiment d'injustice grandit. Ras le bol, on n'a plus le choix, il faut se battre !

Le mécanisme psychologique qui conduit de la passivité à l'activisme s'enclenche. Comme nous sommes dans une phase encore réaliste, cause de la dépolitisation, les gens réclament au système en place la satisfaction de leurs exigences, ces exigences sont elles-mêmes, par réalisme, peu importantes, du moins au départ.

La phase revendicative s'enclenche. Pour peu que des succès soient, ici où là, enregistrés, d'autres réclament ces mêmes avantages, individuellement où collectivement, d'autres luttes apparaissent, d'autres succès jouent sur le développement de ces luttes, bientôt, celles-ci pullulent, c'est la **phase de généralisation**. Pendant cette phase, les luttes revendicatives vont être placées devant un dilemme :

- soit chaque conflit progresse de son côté, sur ses objectifs propres, et par rapport à une défense catégorielle ou corporatiste, ce qui revient souvent à lutter contre d'au-

tres catégories où corporations, et en définitive, à lutter contre ses intérêts de classe, ce qui arrange bien le pouvoir ;

- soit la situation amène les gens en lutte les structures de lutte à se croiser, se rencontrer, à débattre voire même à s'opposer et les revendications s'entrechoquent. Alors, si la situation est mûre tant au niveau social qu'au niveau de la maturité politique, l'unité doit et peut se frayer son chemin car l'unité est une nécessité vitale pour la dynamique des luttes.

Reste à formuler cette unité et le contenu unitaire où unifiant. Il appartient à chaque organisation de souscrire à un soutien ou à un rejet de ce contenu revendicatif. Mais, à mon avis, l'unité revendicative des luttes ne peut se faire que dans l'optique d'une revendication qui soit généralisée, c'est à dire valable pour tous, égalitaire ou tendant vers l'égalité, rejetant tout ce qui n'est valable que pour une catégorie professionnelle. Ceci est un exemple de ce qu'un anarcho-syndicaliste doit défendre.

Je précise aussi que, pour nous, unité ne veut pas dire uniformité. Nous défendons le principe de l'unité dans la diversité (diversité des pratiques de luttes. des actions menées, des analyses par exemple...). L'important, c'est l'unité à la base des travailleurs, des chômeurs et des étudiants, dans des comités de luttes ou de grève autogérés et coordonnés, sur des revendications elles aussi unifiantes.

La phase d'unification, si elle s'impose, modifie profondément la situation et la perception des choses. En effet, cela signifie que le chacun pour soi, le catégoriel, le corporatisme sont dépassés puisqu'il s'agit enfin de s'unir.

Cette exigence nécessite et induit par exemple que les collectifs de chômeurs ne se contentent plus de revendiquer pour eux quelques avantages, mais pour l'ensemble des chômeurs des droits nouveaux, pour les salariés idem, pour les étudiants idem. On ne se bat plus pour le droit au logement dans telle ou telle ville mais pour le droit au logement pour tous, on ne réclame plus la gratuité d'inscription dans telle fac, mais dans toutes les facultés. On ne réclame plus de meilleures conditions salariales dans telle usine ou secteur d'activité mais pour l'ensemble des salariés : on se bat au niveau national pour des conventions nationales.

Cette politique unitaire doit amener la construction d'un front de luttes communes aux chômeurs, étudiants, salariés. L'unification modifie aussi les contenus revendicatifs : petits rapports de forces, petites revendications, gros rapports de forces, grandes revendications. Les revendications deviennent plus importantes, plus générales et exigeantes. Découvrant leur force et les moyens que donne l'unité, les luttes s'amplifient et se radicalisent. La lutte devient générale et ses techniques se multiplient ; allant de la grève à l'occupation des usines, des facs, des administrations en passant par toutes sortes de manifestations jusqu'à la désobéissance civile etc.

Cela gagne tout le système social, la situation devient critique et peut basculer dans une toute autre problématique. Les gens en lutte commencent à critiquer, rejeter et à s'attaquer à la bourgeoisie, à son fric, au système qui permet ce fric et leur oppression. La cause des inégalités à savoir le capitalisme et l'Etat sont dénoncés. Les lois et organismes de ce dernier, les tribunaux, le Parlement, le gouvernement, la police, l'armée, les politiciens, etc... sont saisis comme garants du système et en tant que tels conspués.

La phase de politisation dans laquelle nous entrons prépare d'autres combats. La bourgeoisie le sait et est tentée de laisser pourrir la situation mais cela risque de devenir dangereux. Il lui reste à jouer le jeu en cédant sur des revendications dans l'espoir de ramener le calme car la rupture n'est pas encore consommée, nous sommes encore dans une logique revendicative (voir plus haut). Les syndicats réformistes accourent aux tables de négociations, voulues par le gouvernement et le patronat pour étudier avec eux les réponses à ces revendications. Soit les gens en lutte obtiennent satisfaction et le calme revient, soit ça coince, il n'y a pas d'accord et les désordres continuent. La situation devient pré-révolutionnaire, les gens en lutte s'attaquent au gouvernement, à l'Etat, aux partis, voir aux syndicats réformistes. Les valeurs morales, éthiques de la bourgeoisie sont contestées, une contre idéologie apparaît : solidarité, anti-étatisme, recherche d'être autrement et autre chose, significations différentes de l'existence et des rapports sociaux etc.

La phase idéologique est avancée. En cas d'échec des négociations, se prépare et se tisse les alliances. La bourgeoisie va tenter de faire bloc et elle le fera avec le patronat les partis de droite, les hauts dirigeants des administrations et des corps d'état. La bourgeoisie décrète la mobilisation générale de tout ce qui peut la soutenir. Reste à bien appréhender les positions des pontes des partis de gauche et des bureaucrates des appareils syndicaux traditionnels impliqués dans ces luttes. En règle générale, la gauche politico-syndicale fera de la surenchère verbale, exigera de meilleures réformes, la satisfaction des revendications. Tout cela pour faire croire aux gens en lutte qu'elle soutient leurs exigences, qu'elle représente leurs intérêts. Si la masse en lutte se laisse duper, les réformards vont utiliser leur influence pour orienter la lutte dans la voie légaliste et institutionnelle en proposant par exemple, l'idée d'un gouvernement d'union nationale, ou de salut public, de type "front populaire". Gouvernement dont l'objectif sera, grâce à quelques réformettes, de distribuer quelques miettes et autres menus avantages aux gens en lutte dans l'espoir que ces concessions et la promesse de futures lois, censées leur apporter entière satisfaction par les moyens légaux, ramèneront le calme.

Parallèlement, cette gauche tentera de limiter la lutte aux seules revendications matérielles et immédiates et essaiera de diviser les gens en lutte. Par le biais des

syndicats elle jouera de son influence pour éviter les liaisons entre salariés, étudiants, chômeurs, etc.... bloquant toutes les actions de solidarité, limitant les objectifs de lutte aux entreprises, dénonçant l'aventurisme révolutionnaire. Il ne reste plus aux gens en lutte qu'à stopper leur action et à attendre monts et merveilles de ce gouvernement populaire qui, les luttes se désagrégeant, pourra tranquillement trahir ses engagements.

Car la gauche politico-syndicale n'a pas pour but d'abattre le capitalisme et ses inégalités. Cette gauche n'est qu'une composante de la bourgeoisie comprenant des élus, des permanents syndicaux, (les cadres supérieurs d'organismes publics. tout ceux qui peuvent se reconnaître membre d'une petite et moyenne bourgeoisie. Ses intérêts matériels dépendent donc du cadre capitaliste, une révolution sociale libertaire ôterait avantages et pouvoirs aux membres de cette classe. En dernier recours, elle combattrait toute poussée révolutionnaire et s'allierait aux forces conservatrices. Si la gauche ne suffit pas à canaliser les luttes dans le maintien de l'ordre établi, la bourgeoisie pourra toujours se lancer dans l'aventure dictatoriale avec ou sans la bénédiction légale du parlement. La phase idéologique ayant, si possible et en connaissance de cause, fait son chemin, les temps sont favorables pour mettre en place les moyens concrets d'une autre société (et donc d'une autre culture) capable de satisfaire les exigences matérielles et éthiques nouvelles. La mise en place de cette autre société pourrait être appelée la **phase utopique**.

Bien évidemment, ce processus peut aboutir ou bien capoter, mais rien ne permet de prévoir à l'avance son issue.

Il est clair que ce raisonnement par phases n'est là que pour illustrer ma vision des choses. Dans la réalité, les différentes phases se mêlent, se chevauchent, s'interpénètrent. Chaque phase contient déjà en elle-même une partie des éléments qui peut l'amener au niveau de développement supérieur.

La lutte connaît certes des avancées mais aussi des reculs. Les grèves générales peuvent se succéder ou bien laisser la place à un mouvement extrêmement diffus et tenace qui pratique le harcèlement sur une grande échelle.

Les hypothèses sont évidemment multiples. La réalité, les conditions concrètes de la lutte des classes nous éclaireront sur la conduite à tenir.

VIVE LA GREVE GENERALE, VIVE LA PHASE UTOPIQUE

Ainsi, nous voyons bien qu'au départ la logique revendicative n'est pas pour ou contre le capitalisme, elle serait même plutôt liée au cadre existant. Mais la logique revendicative, en évoluant, peut déboucher sur une crise sociale majeure.

L'autre aspect des revendications immédiates, c'est le refus d'attendre des lendemains qui chantent, les grands soirs, le refus des promesses de paradis de toutes sortes, le refus de mots d'ordre du genre "soyez sages et patients, demain ce sera mieux". Ce stoïcisme social consiste en définitive à vouloir maintenir le cadre social.

La revendication immédiate modifie la base matérielle des sociétés et individus et par là-même, leurs idées et références. Car je suis de ceux qui pensent que la base matérielle des sociétés, des collectifs et des individus jouent dans leurs perceptions et représentations des choses. Je ne pense pas que la grande misère signifie révolte et grande conscience révolutionnaire. Partant de l'adage "ventre affamé n'a point d'oreilles", je suis convaincu que la grande misère ne laisse pas place à des analyses profondes, car celle-ci rend trop faible, trop démuné, trop astreint à la survie. Il faut un certain degré de confort matériel pour se préoccuper d'autre chose que du bol alimentaire.

Par exemple, il est aisé de constater que par nécessité de production durant les deux dernières guerres, nombre de femmes quittèrent leur foyer, découvrant ainsi la bêtise de l'idéologie patronale qui faisait de l'homme le salarié et l'unique ressource financière de la famille. Elles découvrirent, qu'elles pouvaient faire des choses similaires : l'entreprise, le salariat, et surtout la liberté de ne point être asservies à leur seigneur de mari. Du fait de la croissance, la féminisation de la main d'œuvre va s'accélérer apportant aux femmes une certaine autonomie économique et plus d'indépendance. Les idées dites féministes n'avaient plus qu'à se répandre, d'où il s'en suivit de sacrées modifications idéologiques et culturelles.

Le confort sanitaire a modifié l'idée d'hygiène et la perception corporelle, le confort médical, lui, a accentué la vision de la santé des soins et du rôle de la protection médicale, de son éthique.

La réduction du temps de travail et la diminution relative de sa pénibilité nous fait cogiter sur le temps libre, les loisirs, le plaisir. Essayez aujourd'hui, d'expliquer que nous ne serions là que pour produire et que le loisir est péché, je vous laisse deviner le résultat.

Que se soit au niveau individuel ou des couches sociales d'une société, la situation matérielle influe directement sur leurs idées, leurs perceptions, leurs représentations. On ne pense pas et on ne projette pas les mêmes idées à l'âge de pierre, du bronze ou de l'ordinateur. On n'a pas la même perception de la pauvreté en occident ou en Afrique, le jugement sur la question est forcément lié aux contextes économiques des pays.

Reste à déterminer ce qui doit être défendu, rejeté ou modifié au niveau matériel et idéologique. Vouloir rejeter, se détourner, voire refuser des revendications im-

médiates et par là même refuser d'agir sur les bases de la vie matérielle des travailleurs et des opprimés est à la fois **criminel, illusoire et dangereux**.

Criminel parce que niant le droit des plus opprimés à vivre mieux en refusant de saisir le rapport évolutif des luttes revendicatives dans les consciences. Nier le rapport situation matérielle-concept idéologique ne me semble que trop ambigu pour un syndicaliste.

Illusoire parce qu'une organisation révolutionnaire qui rejeterait tout aspect revendicatif n'aurait aucun impact dans des luttes sociales de classe et de ce fait ne servirait à rien car les masses se passeraient des services d'une telle organisation en continuant quand même leurs luttes revendicatives.

Dangereux parce qu'une pareille organisation serait attaquée par ceux-là même qu'elle entendait défendre, pire même, elle constituerait une alliance de fait avec les contre révolutionnaires par son non-engagement.

Nous voyons bien la nécessité de la lutte revendicative, avec ses pièges, ses dangers, mais aussi avec ses perspectives positives. Seules les revendications qui s'écartent de nos principes tactiques et théoriques doivent être combattues. Tout ce qui concourt à l'amélioration des conditions de vie générales, au niveau économique, psychologique, physique etc... doit être entrepris. Tout ce qui tend à réduire le taux d'exploitation, même s'il ne le supprime pas, doit être poursuivi. Tout ce qui permet une société divisée en classes sociales doit être combattu.

Un autre constat peut s'imposer si la lutte revendicative suit plus ou moins notre logique de phases par accumulation d'expériences (je suis convaincu que c'est de l'expérience et des besoins que naissent les tactiques et doctrines sociales). Il ne suffit pas de plonger les gens dans telles ou telles situations pour que, spontanément les réponses appropriées aux objectifs suivent mécaniquement. Il faut tenir compte du fait que l'individu agit et pense en fonction de ses objectifs, de ses références idéologiques personnelles et ambiantes, de son histoire relationnelle et sociale qui marque sa psychologie.

Il ne faut pas oublier que tous les individus n'ont pas la même expérience du conflit social. Nous avons ceux qui ont vécu des luttes radicales mais limitées par le nombre des participants et restant. de ce fait, à la phase des revendications, ou ceux qui ont vécu soit des révolutions, soit des grèves généralisées de type 68 et qui n'ont pas la même expérience et les mêmes conclusions.

La capacité des politiciens à traiter les problèmes (manipulation, intox...) ou la manière de les traiter (répression...) interviennent également dans les processus de lutte. Aujourd'hui se pose à chaque génération la question des liens qui permettent de communiquer l'expérience des générations précédentes car c'est l'accumulation et la transmission de toutes ces expériences qui rend possible d'adopter une unité

théorique et tactique de masse.

Fort heureusement, l'acquisition de valeurs et de connaissances militantes est liée à l'expérience collective et historique. L'environnement social, économique, idéologique d'une classe marque la conscience de chaque individu de celle-ci. Voilà pourquoi on parle de traditions de luttes ouvrières, syndicales, politiques, de bastions ouvriers ou bourgeois, de milieux révolutionnaires ou réformistes.

Bien sûr, l'évolution du capitalisme, la disparition de vieux sites industriels font voler en éclats les lieux et moyens de transmission de ces expériences de bagarres, ce qui rend très difficile la maturation, la quantification de ces différentes expériences de la lutte de classe, surtout à partir d'une problématique rupturiste. La brièveté des luttes et des structures, faute de perdurer rendent difficiles le lien "transformationnel" et l'accumulation d'expériences nouvelles.

Le syndicalisme réformiste replié, dans ses entreprises, ne défend plus que de menus avantages et ne se soucie volontairement que très peu de faire jouer au mouvement syndicaliste ce qui en fit son intérêt et son originalité. Après avoir détourné le syndicalisme de son véritable but, à savoir la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs et leur émancipation par l'abolition du salariat et du capitalisme, les réformistes ont vidé le syndicat de son autre fonction vitale. Pour nous, les syndicats doivent être comme à leur origine des lieux d'éducation populaire et ouvrière ; des lieux où l'on doit défendre les valeurs, les principes et les idées véritablement socialistes et révolutionnaires.

Il reste maintenant à poser la question de savoir quelle est l'organisation syndicale capable de contester le capitalisme tant au niveau économique, politique, qu'idéologique, c'est-à-dire globalement.

- **capable d'assurer les liens "transgénérationnels", l'autonomie des forces progressistes, l'indépendance vis à vis des partis politiques, sans aucune compromission avec les politiciens et les syndicalistes vendus à la bourgeoisie.**
- **capable d'être présente à chacune des phases de la lutte, suffisamment pédagogique pour préparer aux tâches présentes et aux différentes phases successives.**

À ce jour, je ne connais qu'un seul concept qui satisfasse ces exigences, c'est L'ANARCHO-SYNDICALISME, qu'une seule organisation qui le porte et le défende : la Confédération Nationale du Travail, la CNT.

Un militant anarcho-syndicaliste

Les Anarchistes : ce qu'ils sont, ce qu'ils ne sont pas

On connaît peu les anarchistes et, ce qui pis est, on les connaît mal. Interrogez cent personnes dans la rue et demandez-leur ce qu'elles savent des anarchistes. Beaucoup répondront par un écartement des bras ou un haussement des épaules qui exprimeront leur ignorance. D'autres, ne voulant pas avancer qu'elles n'en savent rien et s'estimant suffisamment renseignées par le journal dont elles recueillent dévotement les informations, répondront : *« Les anarchistes sont de vulgaires bandits. Sans scrupules comme sans pitié, ne respectant rien de ce qui, pour les honnêtes gens, est sacré : La propriété, la loi, la patrie, la religion, la morale, la famille, ils sont capables des pires actions. Le vol, le pillage et l'assassinat sont érigés par eux en actes »*.

« Ils prétendent servir un magnifique idéal : ils mentent. En réalité, ils ne servent que leurs bas instincts et leurs passions abjectes ».

« Il se peut que dans leurs rangs se fourvoient quelques sincères. Ceux-là sont des impulsifs, des illuminés, fanatisés par les meneurs qui les précipitent au danger, tandis qu'eux, les lâches, se tiennent jalousement à l'écart des responsabilités ».

« Au fond, leur unique désir est de vivre sans rien faire, après s'être emparé des biens que le travailleur économe a péniblement épargnés. Ces gens-là ne sont que des bandits et des bandits parmi les plus dangereux et les plus méprisables, parce que, pour dissimuler le but véritable que se proposent leurs odieux forfaits, ils ont l'impudence d'évoquer les glorieux et immortels principes sur lesquels il est nécessaire et désirable que repose toute société : égalité, justice, fraternité, liberté ».

« Aussi, la société, dont les anarchistes attaquent avec violence les fondements, manquerait-elle à tous ses devoirs, si elle ne réprimait pas avec la dernière énergie la propagande détestable et les entreprises criminelles de ces malfaiteurs publics ».

Si les privilégiés qui tremblent sans cesse de se voir ravir les prérogatives dont ils bénéficient étaient les seuls à proférer de tels propos, cela s'expliquerait, encore que ce langage serait l'attestation de leur ignorance et de leur mauvaise foi.

Le malheur est que pensent et parlent de la sorte une foule, de moins en moins considérable il est vrai, mais tout de même, fort nombreuse encore, de pauvres diables qui n'auraient rien à perdre et qui, au contraire, auraient tout à gagner, si l'organisation sociale actuelle disparaissait.

Et pourtant, la littérature anarchiste est déjà copieuse et riche en enseignements clairs, en thèses précises, en démonstrations lumineuses.

Depuis un demi-siècle, il s'est levé toute une pléiade de penseurs, d'écrivains et de propagandistes libertaires qui, par la parole, par la plume et par l'action, ont répandu, en toutes langues et en tous pays, la doctrine anarchiste, ses principes et ses méthodes ; en sorte que chacun devrait être à même d'adopter ou de repousser l'anarchisme, mais que personne, aujourd'hui, ne devrait l'ignorer.

C'est le sort de tous les porteurs de flambeau d'être abominablement calomniés et persécutés ; c'est le sort de toutes les doctrines sociales qui s'attaquent aux mensonges officiels et aux institutions en cours, d'être dénaturées, ridiculisées et combattues à l'aide des armes les plus odieuses.

Vers la fin du dix-huitième siècle, ce fut le cas des principaux ouvriers de la Révolution française et des principes sur lesquels ils prétendaient jeter les bases d'un monde nouveau ; pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, qui assista à l'écrasement de la République "une et indivisible" par l'Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet, ce fut le cas des républicains, pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, qui vit éclore et se développer le triomphe de la démocratie qu'ils entendaient substituer au démocratism bourgeois ; à l'aurore du vingtième siècle qui enregistre l'accession des socialistes au pouvoir, il est fatal que les anarchistes soient calomniés et persécutés et que leurs conceptions, qui s'attaquent aux mensonges et aux institutions en cours, soient dénaturées, ridiculisées et combattues par les moyens les plus perfides.

Mais c'est le devoir des annonciateurs de la vérité nouvelle de confondre la calomnie et d'opposer aux coups incessants du mensonge la constante riposte de la vérité. Et, puisque les imposteurs et les ignorants - ceux-ci sous l'influence de ceux-là - s'obstinent à vilipender nos sentiments et à travestir nos conceptions, je crois nécessaire d'exposer, en un raccourci aussi net que possible : qui nous sommes, ce que nous voulons et quel est notre idéal révolutionnaire.

Qui sommes-nous ?

On se fait des anarchistes, comme individus, l'idée la plus fausse. Les uns nous considèrent comme d'inoffensifs utopistes, de doux rêveurs ; ils nous traitent d'esprits chimériques, d'imaginations biscornues, autant dire de demi fous. Ceux-là daignent voir en nous des malades que les circonstances peuvent rendre dangereux, mais non des malfaiteurs systématiques et conscients.

Les autres portent sur nous un jugement très différent : ils pensent que les anarchistes sont des brutes ignares, des haineux, des violents et des forcenés, contre lesquels on ne saurait trop se prémunir, ni exercer une répression trop implacable.

Les uns et les autres sont dans l'erreur.

Si nous sommes des utopistes, nous le sommes à la façon de tous ceux de nos devanciers qui ont osé projeter sur l'écran de l'avenir des images en contradiction avec celles de leur temps. Nous sommes, en effet, les descendants et les continuateurs de ces individus qui, doués d'une perception et d'une sensibilité plus vives que leurs contemporains, ont pressenti l'aube, bien que plongés dans la nuit. Nous sommes les héritiers de ces hommes qui, vivant une époque d'ignorance, de misère, d'oppression, de laideur, d'hypocrisie, d'iniquité et de haine, ont entrevu une cité de savoir, de bien-être, de liberté, de beauté, de franchise, de justice et de fraternité et qui, de toutes leurs forces, ont travaillé à l'édification de cette cité merveilleuse.

Que les privilégiés, les satisfaits et toute la séquelle des mercenaires et des esclaves intéressés au maintien et préposés à la défense du régime dont ils sont ou croient être les profiteurs, laissent dédaigneusement tomber l'épithète péjorative d'utopistes, de rêveurs, d'esprits biscornus, sur les courageux artisans et les clairvoyants constructeurs d'un avenir meilleur, c'est leur affaire. Ils sont dans la logique des choses.

Il n'en est pas moins que, sans ces rêveurs dont nous faisons fructifier l'héritage, sans ces constructeurs chimériques et ces imaginations malades - c'est ainsi qu'en tout temps ont été qualifiés les novateurs et leurs disciples - nous en serions aux âges depuis longtemps disparus, dont nous avons peine à croire qu'ils aient existé, tant d'homme y était ignorant, sauvage et misérable !

Utopistes, parce que nous voulons que l'évolution, suivant son cours, nous éloigne de plus en plus de l'esclavage moderne : le salariat, et fasse du producteur de toutes les richesses un être libre, digne, heureux et fraternel .

Rêveurs, parce que nous prévoyons et annonçons la disparition de l'Etat, dont la fonction est d'exploiter le travail, d'asservir la pensée, d'étouffer l'esprit de révolte, de paralyser le progrès, de briser les initiatives, d'endiguer les élans vers le mieux, de persécuter les sincères, d'engraisser les intrigants, de voler les contribuables, d'entretenir les parasites, de favoriser le mensonge et l'intrigue, de stimuler les meurtrières rivalités, et, quand il sent son pouvoir menacé, de jeter sur les champs de carnage tout ce que le peuple compte de plus sain, de plus vigoureux et de plus beau ?

Esprits chimériques, imaginations biscornues, demi fous, parce que, constatant les transformations lentes, trop lentes à notre gré, mais indéniables, qui poussent les sociétés humaines vers de nouvelles structures édifiées sur des bases rénovées, nous consacrons nos énergies à ébranler, pour finalement la détruire de fond en comble, la structure de la société capitaliste et autoritaire ?

Nous mettons au défi les esprits informés et attentifs d'aujourd'hui d'accuser sérieusement de déséquilibre les hommes qui projettent et qui préparent de telles transformations sociales.

Insensés, au contraire, non pas à demi mais totalement, ceux qui s'imaginent pouvoir barrer la route aux générations contemporaines qui roulent vers la révolution sociale, comme le fleuve se dirige vers l'océan : il se peut qu'à l'aide de digues puissantes et d'habiles dérivations, ces déments ralentissent plus ou moins la course du fleuve, mais il est fatal que celui-ci tôt ou tard se précipite dans la mer.

Non ! Les anarchistes ne sont ni des utopistes, ni des rêveurs, ni des fous, et la preuve, c'est que partout les gouvernements les traquent et les jettent en prison, afin d'empêcher la parole de vérité qu'ils propagent d'aller librement aux oreilles des dés-hérités, alors que, si l'enseignement libertaire relevait de la chimère ou de la dé-mence, il leur serait si facile d'en faire le déraisonnable et l'absurdité.

Certains prétendent que les anarchistes sont des brutes ignares. Il est vrai que tous les libertaires ne possèdent pas la haute culture et l'intelligence supérieure des Proudhon, des Bakounine, des Elisée Reclus et des Kropotkine. Il est exact que beaucoup d'anarchistes, frappés du péché originel des temps modernes : la pauvreté, ont dû, de bonne heure, quitter l'école et travailler pour vivre ; mais le fait seul de s'être élevé jusqu'à la conception anarchiste dénote une compréhension vive et atteste un effort intellectuel dont serait incapable une brute.

L'anarchiste lit, médite, s'instruit chaque jour. Il éprouve le besoin d'élargir sans cesse le cercle de ses connaissances, d'enrichir constamment sa documentation. Il s'intéresse aux choses sérieuses ; il se passionne pour la beauté qui l'attire, pour la science qui le séduit, pour la philosophie dont il est altéré. Son effort vers une culture plus profonde et plus étendue ne s'arrête pas. Il n'estime jamais en savoir assez. Plus il apprend, plus il se plaît à s'éduquer. D'instinct, il sent que s'il veut éclairer les autres, il faut que, tout d'abord, il fasse provision de lumière.

Tout anarchiste est propagandiste ; il souffrirait à taire les convictions qui l'animent et sa plus grande joie consiste à exercer autour de lui, en toutes circonstances, l'apostolat de ses idées. Il estime qu'il a perdu sa journée s'il n'a rien appris ni enseigné et il porte si haut le culte de son idéal, qu'il observe, compare, réfléchit, étudie toujours, tant pour se rapprocher de cet idéal et s'en rendre digne, que pour être plus en mesure de l'exposer et de le faire aimer.

Et cet homme serait une brute épaisse ? Et c'est un tel individu qui serait d'une ignorance crasse ? Mensonge ! Calomnie !

L'opinion la plus répandue, c'est que les anarchistes sont des haineux, des violents. Oui et non.

Les anarchistes ont des haines ; elles sont vivaces et multiples ; mais leurs haines ne sont que la conséquence logique, nécessaire, fatale de leurs amours. Ils ont la haine de la servitude, parce qu'ils ont l'amour de l'indépendance ; ils détestent le travail exploité, parce qu'ils défendent ardemment la vérité ; ils exècrent l'iniquité, parce qu'ils ont le culte du juste ; ils haïssent la guerre, parce qu'ils bataillent passionnément pour la paix.

Nous pourrions prolonger cette énumération et montrer que toutes les haines qui gonflent le cœur des anarchistes ont pour cause leur inébranlable attachement à leurs convictions, que ces haines sont légitimes et fécondes, qu'elles sont vertueuses et sacrées. Nous ne sommes pas naturellement haineux, nous sommes, au contraire, de cœur affectueux et sensible, de tempérament accessible à l'amitié, à l'amour, à la solidarité, à tout ce qui est de nature à rapprocher les individus.

Il ne saurait en être autrement, puisque le plus cher de nos rêves et notre but, c'est de supprimer tout ce qui dresse les hommes en une attitude de combat les uns contre les autres : propriété, gouvernement, Eglise, militarisme, police, magistrature.

Notre cœur saigne et notre conscience se révolte au contraste du dénuement et de l'opulence. Nos nerfs vibrent et notre cerveau s'insurge à la seule évocation des tortures que subissent ceux et celles qui, dans tous les pays et par millions, agonisent dans les prisons et les bagnes. Notre sensibilité frémit et tout notre être est pris d'indignation et de pitié, à la pensée des massacres, des sauvageries, des atrocités qui, par le sang des combattants abreuvant les champs de bataille.

Les haineux, ce sont les riches qui ferment les yeux au tableau de l'indigence qui les entoure et dont ils sont la cause ; ce sont les gouvernants qui, l'œil sec, ordonnent le carnage ; ce sont les exécrables profiteurs qui ramassent des fortunes dans le sang et la boue ; ce sont les chiens de police qui enfoncent leurs crocs dans la chair des pauvres diables ; ce sont les magistrats qui, sans sourciller, condamnent au nom de la loi et de la société, les infortunés qu'ils savent être les victimes de cette loi et de cette société.

Quant à l'accusation de violence dont on prétend nous accabler, il suffit, pour en faire justice, d'ouvrir les yeux et de constater que, dans le monde actuel comme dans les siècles écoulés, la violence gouverne, domine, broie et assassine. Elle est la règle, elle est hypocritement organisée et systématisée. Elle s'affirme tous les jours sous les espèces et apparences du percepteur, du propriétaire, du patron, du gendarme, du gardien de prison, du bourreau, de l'officier, tous professionnels, sous des formes multiples, de la force, de la violence, de la brutalité.

Les anarchistes veulent organiser l'entente libre, l'aide fraternelle, l'accord har-

monieux. Mais ils savent - par la raison, par l'histoire, par l'expérience - qu'ils ne pourront édifier leur volonté de bien-être et de liberté pour tous que sur les ruines des institutions établies. Ils ont conscience que, seule, une révolution violente aura raison des résistances des maîtres et de leurs mercenaires. La violence devient ainsi, pour eux, une fatalité ; ils la subissent, mais ils ne la considèrent que comme une réaction rendue nécessaire par l'état permanent de légitime défense dans lequel se trouvent, à toute heure, situés les déshérités.

Ce que nous voulons

L'anarchisme n'est pas une de ces doctrines qui emmurent la pensée et excommunient brutalement quiconque ne s'y soumet pas en tout et pour tout. L'anarchisme est, par tempérament et par définition, réfractaire à tout embrigadement qui trace à l'esprit des limites et encercle la vie. Il n'y a, il ne peut y avoir ni credo, ni catéchisme libertaires.

Ce qui existe et ce qui constitue ce qu'on peut appeler la doctrine anarchiste, c'est un ensemble de principes généraux, de conceptions fondamentales et d'applications pratiques sur lesquels l'accord s'est établi entre individus qui pensent en ennemis de l'autorité et luttent, isolément ou collectivement, contre toutes les disciplines et contraintes politiques, économiques, intellectuelles et morales qui découlent de celle-ci.

Il peut donc y avoir et, en fait, il y a plusieurs variétés d'anarchistes ; mais toutes ont un trait commun qui les sépare de toutes les autres variétés humaines. Ce point commun, c'est la négation du principe d'autorité dans l'organisation sociale et la haine de toutes les contraintes qui procèdent des institutions basées sur ce principe.

Ainsi, quiconque nie l'autorité et le combat est anarchiste. On connaît peu la conception libertaire ; on la connaît mal. Il faut préciser et développer quelque peu ce qui précède. J'y viens.

Dans les sociétés contemporaines, dites bien à tort civilisées, l'autorité revêt trois formes principales engendrant trois groupes de contraintes :

- 1° la forme politique : l'État ;
- 2° la forme économique : la propriété ;
- 3° la forme morale : la religion

La première : l'État, dispose souverainement des personnes ; la deuxième : la propriété, règne despotiquement sur les objets ; la troisième : la religion, pèse sur les consciences et tyrannise les volontés.

- **L'ÉTAT** prend l'homme au berceau, l'immatricule sur les registres de l'état civil, l'emprisonne dans la famille s'il en a une, le livre à l'Assistance publique s'il est abandonné des siens, l'enserme dans le réseau de ses lois, règlements, défenses et obligations, en fait un sujet, un contribuable, un soldat, parfois un détenu ou un forçat ; enfin, en cas de guerre, un assassiné ou un assassin.

- **LA PROPRIÉTÉ** règne sur les objets : sol, sous-sol, moyens de production, de transport et d'échange, toutes ces valeurs d'origine et de destination communes sont peu à peu devenues, par la rapine, la conquête, le brigandage, le vol, la ruse ou l'exploitation, la chose d'une minorité. C'est l'autorité sur les choses, consacrée par la législation et sanctionnée par la force. C'est, pour le propriétaire, le droit d'user et d'abuser (jus utendi et abutendi), et, pour le non possédant l'obligation, s'il veut vivre, de travailler pour le compte et au profit de ceux qui ont tout volé. ("La propriété, dit Proudhon, c'est le vol."). Établie par les spoliateurs et appuyée sur un mécanisme de violence extrêmement puissant, la loi consacre et maintient la richesse des uns et l'indigence des autres. L'autorité sur les objets : la propriété est à ce point criminelle et intangible que, dans les sociétés où elle est poussée jusqu'aux extrêmes limites de son développement, les riches peuvent tout à leur aise et impunément crever d'indigestion, tandis que, faute de travail, les pauvres meurent de faim. (« La richesse des uns, dit l'économiste libéral J.-B. Say, est faite de la misère des autres. »).

- **LA RELIGION** - Ce terme étant pris dans son sens le plus étendu et s'appliquant à tout ce qui est dogme - est la troisième forme de l'autorité. Elle s'appesantit sur l'esprit et la volonté ; elle enténébre la pensée, elle déconcerte le jugement, elle ruine la raison, elle asservit la conscience. C'est toute la personnalité intellectuelle et morale de l'être humain qui en est l'esclave et la victime.

Le dogme religieux ou laïc - tranche de hauts, décrète brutalement, approuve ou blâme, prescrit ou défend sans appel : « Dieu le veut ou ne le veut pas. - La patrie l'exige ou l'interdit. - Le droit l'ordonne ou le condamne. - La morale et la justice le commandent ou le prohibent. »

Se prolongeant fatalement dans le domaine de la vie sociale, la religion crée, entretient et développe un état de conscience et une moralité en parfait accord avec la morale codifiée, gardienne et protectrice de la propriété et de l'État, dont elle se fait la complice et dont elle devient, ainsi, ce que, dans certains milieux férus de superstition, de chauvinisme, de légalité et d'autoritarisme, on appelle volontiers "la gendarmerie préventive et supplémentaire".

Je ne prétends point épuiser ici l'énumération de toutes les formes de l'autorité

et de la contrainte. J'en signale les essentielles et, pour qu'on s'y retrouve plus aisément, je les classe. C'est tout.

Négateurs et adversaires implacables du principe d'autorité qui, sur le plan social, revêt une poignée de privilégiés de la toute-puissance et met au service de cette poignée la loi et la force, les anarchistes livrent un combat acharné à toutes les institutions qui procèdent de ce principe et ils appellent à cette bataille nécessaire la masse prodigieusement nombreuse de ceux qu'écrasent, affament, avilissent et tuent ces institutions.

Nous voulons anéantir l'Etat, supprimer la propriété et éliminer de la vie l'imposition religieuse, afin que, débarrassés des chaînes dont la pesanteur écrasante paralyse leur marche, tous les hommes puissent enfin - sans dieu ni maître et dans l'indépendance de leurs mouvements - se diriger, d'un pas accéléré et sûr, vers les destinées de bien-être et de liberté qui convertiront l'enfer terrestre en un séjour de félicité.

Nous avons l'inébranlable certitude que, lorsque l'État, auquel s'alimentent toutes les ambitions et rivalités, lorsque la propriété qui fomenta la cupidité et la haine, lorsque la religion qui entretient l'ignorance et suscite l'hypocrisie, auront été frappés de mort, les vices de ces trois autorités conjuguées jettent au cœur des hommes disparaîtront à leur tour. "Morte la bête, mort le venin !".

Alors, personne ne cherchera à commander, puisque, d'une part, personne ne consentira à obéir, et que, d'autre part, toute arme d'oppression aura été brisée ; nul ne pourra s'enrichir aux dépens d'autrui, puisque la fortune particulière aura été abolie ; prêtres menteurs et moralistes tartuffes perdront tout ascendant, puisque la nature et la vérité auront repris leurs droits.

Telle est, dans ses grandes lignes, la doctrine libertaire. Voilà ce que veulent les anarchistes.

La thèse anarchiste entraîne, dans la pratique, quelques conséquences qu'il est indispensable de signaler.

Le rapide exposé de ces corollaires suffira à situer les anarchistes face à tous les autres groupements, à toutes les autres thèses et à préciser les traits par lesquels nous nous différencions de toutes les autres écoles philosophico-sociales.

Première conséquence. Celui qui nie et combat l'autorité morale : la religion, sans nier et combattre les deux autres, n'est pas un véritable anarchiste et, si j'ose dire, un anarchiste intégral, puisque, bien qu'ennemi de l'autorité morale et des contraintes qu'elle implique, il reste partisan de l'autorité économique et politique. Il en est de même et pour le même motif, de celui qui nie et combat la propriété, mais admet et soutient la légitimité et la bienfaisance de l'État et de la religion. Il en est encore ainsi de celui qui nie et combat l'État, mais admet et soutient la religion et la propriété.

L'anarchiste intégral condamne avec la même conviction et attaque avec une

égale ardeur toutes les formes et manifestations de l'autorité et il s'élève avec une vigueur égale contre toutes les contraintes que comportent celles-ci ou celles-là.

Donc, en fait comme en droit, l'anarchisme est antireligieux, anticapitaliste (le capitalisme est la phase présentement historique de la propriété) et antiétatiste. Il mène de front le triple combat contre l'autorité. Il n'épargne ses coups ni à l'État, ni à la propriété, ni à la religion. Il veut les supprimer tous les trois.

Deuxième conséquence. Les anarchistes n'accordent aucune efficacité à un simple changement dans le personnel qui exerce l'autorité. Ils considèrent que les gouvernants et les possédants, les prêtres et les moralistes sont des hommes comme les autres, qu'ils ne sont, par nature, ni pires ni meilleurs que le commun des mortels et que, s'ils emprisonnent, s'ils tuent, s'ils vivent du travail d'autrui, s'ils mentent, s'ils enseignent une morale fautive et de convention, c'est parce qu'ils sont fonctionnellement dans la nécessité d'opprimer, d'exploiter et de mentir.

Dans la tragédie qui se joue, c'est le rôle du gouvernement, quel qu'il soit, d'opprimer, de faire la guerre, de faire rentrer l'impôt, de frapper ceux qui enfreignent la loi et de massacrer ceux qui s'insurgent ; c'est le rôle du capitaliste, quel qu'il soit, d'exploiter le travail et de vivre en parasite ; c'est le rôle du prêtre et du professeur de morale, quels qu'ils soient, d'étouffer la pensée, d'obscurcir la conscience et d'enchaîner la volonté.

C'est pourquoi nous guerroyons contre les bateleurs, quels qu'ils soient, des partis politiques, quels qu'ils soient, leur unique effort tendant à persuader aux masses dont ils mendient les suffrages, que tout va mal parce qu'ils ne gouvernent pas et que tout irait bien s'ils gouvernaient.

Troisième conséquence. Il résulte de ce qui précède que, toujours logiques, nous sommes les adversaires de l'autorité à subir. Ne pas vouloir obéir, mais vouloir commander, ce n'est pas être anarchiste. Refuser de laisser exploiter son travail, mais consentir à exploiter le travail des autres, ce n'est pas être anarchiste. Le libertaire se refuse à donner des ordres autant qu'il se refuse à en recevoir. Il ressent pour la condition de chef autant de répugnance que pour celle de subalterne. Il ne consent pas plus à contraindre ou à exploiter les autres qu'à être lui-même exploité ou contraint. Il est à égale distance du maître et de l'esclave. Je puis même déclarer que, tous comptes faits, nous accordons à ceux qui se résignent à la soumission les circonstances atténuantes que nous refusons formellement à ceux qui consentent à commander ; car les premiers se trouvent parfois dans la nécessité - c'est pour eux, en certains cas, une question de vie ou de mort - de renoncer à la révolte, tandis que personne n'est dans l'obligation d'ordonner, de faire fonction de chef ou de maître.

Ici éclatent l'opposition profonde, la distance infranchissable qui séparent les

groupements anarchistes de tous les partis politiques qui se disent révolutionnaires ou passent pour tels. Car, du premier au dernier, du plus blanc au plus rouge, tous les partis politiques ne cherchent à chasser du pouvoir le parti qui l'exerce que pour s'emparer du pouvoir et en devenir les maîtres à leur tour. Tous sont partisans de l'autorité... à la condition qu'ils la détiennent eux-mêmes.

Quatrième conséquence. Nous ne voulons pas seulement abolir toutes les formes de l'autorité, nous voulons encore les détruire toutes simultanément et nous proclamons que cette destruction totale et simultanée est indispensable.

Pourquoi ?

Parce que toutes les formes d'autorité se tiennent ; elles sont indissolublement liées les unes aux autres. Elles sont complices et solidaires. En laisser subsister une seule c'est favoriser la résurrection de toutes. Malheur aux générations qui n'auront pas le courage d'aller jusqu'à la totale extirpation du germe morbide, du foyer d'infection ; elles verront promptement reparaître la pourriture. Inoffensif au début, parce qu'inapparent, imperceptible et comme sans force, le germe se développera, se fortifiera et lorsque le mal, ayant perfidement et dans l'ombre grandi, éclatera en pleine lumière, il faudra recommencer la lutte pour le terrasser définitivement. Non ! non ! Pas de cote mal taillée, pas de demi-mesure, pas de concession. Tout ou rien.

La guerre est déclarée entre les deux principes qui se disputent l'empire du monde : autorité ou liberté. Le démocratisme rêve d'une conciliation impossible ; l'expérience a démontré l'absurdité d'une association entre ces deux principes qui s'excluent. Il faut choisir.

Seuls, les anarchistes se prononcent en faveur de la liberté. Ils ont contre eux le monde entier.

N'importe ! Ils vaincront.

Première (?) publication : Librairie Internationale, coll. des Ecrits subversifs, n° 5, Paris, s.d. [1928]

**LES CAHIERS DE
L'ANARCHO-SYNDICALISME SONT ÉDITÉS
PAR L'UNION LOCALE CNT-AIT DE CAEN**



CNT-AIT

BP 2010

14089 CAEN CEDEX 6

<http://cnt.ait.caen.free.fr>

cnt.ait.caen@free.fr

TECHNIQUES DE LUTTES

Suivi de :

DES REVENDICATIONS A L'UTOPIE

Et

**LES ANARCHISTES : CE QU'ILS SONT,
CE QU'ILS NE SONT PAS (S. Faure)**

LE TEXTE « TECHNIQUES DE LUTTE » PRÉSENTE ET RAPPELLE DES MOYENS DE LUTTER CONCRÈTEMENT, LA PLUPART SIMPLES À RÉALISER, D'AUTRES PLUS AMBITIEUX, MAIS TOUJOURS DANS L'ESPRIT DE L'ACTION DIRECTE, C'EST-À-DIRE SANS AUCUNE FORME DE DÉLÉGATION DE POUVOIR QUE CE SOIT.

LE SECOND TEXTE « DES REVENDICATIONS À L'UTOPIE » DÉCRIT L'ENCHAÎNEMENT ENTRE LA REVENDICATION IMMÉDIATE ET LE CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ AUQUEL NOUS ASPIRONS.

ENFIN LE DERNIER TEXTE-UN CLASSIQUE DE LA LITTÉRATURE LIBERTAIRE-EXPLIQUE D'UNE FACON CLAIRE CE QUE SONT 'LES ANARCHISTES'.

CNT-AIT
